

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

30 septembre 2010

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'instauration d'un système
de planification de la carrière (SPC)**

(déposée par Mme Sonja Becq et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2010

30 september 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de invoering van
een Carrière Planning Systeem (CPS)**

(ingediend door mevrouw Sonja Becq c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
sp.a	:	socialistische partij anders	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes:		Bestellingen:	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.laChambre.be		www.deKamer.be	
e-mail : publications@laChambre.be		e-mail : publicaties@deKamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de loi DOC 52 1739/001.

Lorsque c'est possible, les gens veulent de plus en plus faire leurs propres choix, y compris en ce qui concerne le développement de leur carrière. Il est dès lors important d'être correctement informé des droits (constitués) et des obligations et de connaître les conséquences des choix faits ou à faire. Il peut également être utile de connaître l'issue de certains événements, comme la maladie ou la grossesse.

Un système électronique intégré, accessible et sûr peut constituer une solution à cet égard.

Le Système de planification de la carrière (SPC) permet de consulter électroniquement et de manière aisée les droits personnels constitués en matière de pension, de sécurité sociale, de mesures en faveur de l'emploi, d'interruption de la carrière professionnelle et de crédit-temps. Les conséquences de certains choix au niveau de la carrière ou de la rémunération sur la constitution de droits sociaux, financiers ou autres peuvent également être simulées. De cette manière, les personnes concernées — salariés, indépendants, fonctionnaires — peuvent effectuer des choix fondés au cours de leur carrière. Lorsqu'on est bien informé, on sera également moins confronté ultérieurement à des surprises (financières). C'est ainsi que le jeune parent peut choisir de manière plus éclairée entre le travail à temps partiel et le crédit-temps; que le salarié peut vérifier ce que le démarrage d'une activité indépendante impliquerait pour lui (au niveau des droits sociaux et de la pension); qu'un chômeur peut évaluer les conséquences — et les possibilités de reprise du travail ou de formation — après une période d'inactivité; que le fonctionnaire peut vérifier quelles sont les conséquences pour sa pension s'il veut travailler les dernières années comme indépendant...

Un certain nombre d'applications de ce principe sont déjà disponibles dans le domaine de la sécurité sociale: les personnes peuvent consulter leur dossier individuel en matière de crédit-temps et d'interruption de carrière. Les résidents peuvent aussi déjà faire une simulation de leur pension de retraite légale (en tant que travailleur salarié, indépendant ou fonctionnaire) sur la base de données qu'ils encodent eux-mêmes. Il est d'ores et déjà possible également d'obtenir un aperçu de toutes les mesures de promotion de l'emploi applicables dans une situation d'emploi, mais encore une fois en grande partie sur la base de données à introduire soi-même.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetvoorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van wetsvoorstel DOC 52 1739/001.

Mensen willen — indien mogelijk — steeds meer hun eigen keuzes maken, ook in de uitbouw van hun loopbaan. Daartoe is het van belang om goed op de hoogte te zijn van (opgebouwde) rechten en plichten en de gevolgen van gemaakte of te maken keuzes te kennen. Het kan ook zinvol zijn om de uitkomst van bepaalde gebeurtenissen zoals ziekte of zwangerschap te kennen.

Een geïntegreerd, toegankelijk en veilig elektronisch systeem kan hier een oplossing bieden.

Via het Carrière Planning Systeem (CPS) kunnen de persoonlijk opgebouwde rechten op het vlak van pensioenen, sociale zekerheid, tewerkstellingsbevorderende maatregelen, loopbaanonderbreking en tijdskrediet op een gemakkelijke manier, elektronisch worden afgelezen. Ook kunnen de gevolgen van bepaalde keuzes in de loopbaan of in de verloning voor de opbouw van sociale, financiële of andere rechten worden gesimuleerd. Op die manier kunnen mensen, werknemers, zelfstandigen, ambtenaren onderbouwde keuzes maken in hun loopbaan. Wanneer mensen goed zijn geïnformeerd, komen zij later ook minder gemakkelijk voor (financiële) verrassingen te staan. Zo kan de jonge ouder meer bewust de afweging maken tussen deeltijds werken of een beperkt tijdskrediet; kan de werknemer nagaan wat het zou betekenen (voor sociale rechten, pensioen) indien hij als zelfstandige zou gaan werken; kan een werkloze inschatten wat de consequenties — en de mogelijkheden op wedertewerkstelling of vorming — zijn na een periode van inactiviteit; kan de ambtenaar nagaan wat de gevolgen zijn voor zijn pensioen wanneer hij de laatste jaren als zelfstandige wil gaan werken,...

Vandaag zijn er op het vlak van de sociale zekerheid reeds een aantal toepassingen beschikbaar van bovenstaand principe: mensen kunnen inzage krijgen in het individueel dossier inzake tijdskrediet en loopbaanonderbreking. Ingezetenen kunnen ook al een simulatie maken van het wettelijk rustpensioen (als werknemer, zelfstandige of ambtenaar) op basis van gegevens die zij zelf ingeven. Vandaag is het ook al mogelijk om een overzicht te krijgen van alle tewerkstellingsbevorderende maatregelen die in een tewerkstellingssituatie van toepassing zijn, maar ook hier nog grotendeels op grond van de eigen inbreng van gegevens.

L'Office national des pensions pour travailleurs salariés a récemment fait à cet égard un pas dans la bonne direction. Sur son site Internet il offre au public cible la possibilité de se connecter à "My Pension" à l'aide de la carte d'identité électronique ou du token fédéral. L'utilisateur peut ainsi consulter en personne son dossier de pension. Ce système est une initiative très positive, mais il doit encore être peaufiné. Ainsi, les parties de la carrière prestées dans d'autres régimes que celui des travailleurs salariés n'y sont apparemment pas encore intégrées. Les années d'activité en qualité de fonctionnaire ou de travailleur indépendant ne sont pas prises en compte dans le calcul. Il est pourtant important d'également intégrer ces carrières dans le système, eu égard au nombre croissant de carrières mixtes. Plus d'un quart des pensions résulte aujourd'hui d'une carrière mixte; et ce pourcentage continue de croître!¹ Il n'est par ailleurs pas possible non plus de rechercher des informations sur les pensions complémentaires. Le problème qui se pose à cet égard est que les organismes de pension privés sont peu enclins à communiquer ces informations aux autorités². Les pensions complémentaires devront cependant jouer dans le futur un rôle dans le maintien de la spécificité de l'assurance et de l'adéquation des pensions. Enfin, dans un tel système, les personnes peu rompues à l'informatique éprouveront des difficultés à consulter leurs données. Ce groupe aura besoin de l'aide d'une personne de la société civile ou du secteur public pour traiter son dossier. C'est pourquoi ces spécialistes doivent eux aussi avoir accès à la base de données. "My Pension" est une initiative louable qui doit être développée.

SPC: tout le monde y gagne

La présente résolution vise à inciter le gouvernement fédéral à œuvrer rapidement, de manière résolue et avec une vision réfléchie au développement d'un système intégré d'information: le Système de Planification de la Carrière. Un tel système comporte une plus-value pour les différents acteurs et doit permettre une simplification accrue:

— les travailleurs salariés, les indépendants et les fonctionnaires sont informés des conséquences de leurs choix de carrière sur la constitution de certains droits en matière de pension, d'interruption de carrière, de crédit-temps, de chômage, de maladie et invalidité et de formation ou en matière de primes à l'emploi ou à la formation;

¹ Information recueillie lors d'une audition du prof. Berghman (KULeuven) organisée le 23 février 2010 dans le cadre du groupe de travail du Sénat « Vieillesse de la population ».

² Ibidem note en bas de page 1.

De Rijksdienst voor Pensioenen voor werknemers zette hieromtrent onlangs een stap in de goede richting. Op haar website biedt de dienst aan het doelpubliek de mogelijkheid om zich met de elektronische identiteitskaart of het federale token in te loggen op "My Pension". Hierop kan de gebruiker zelf zijn pensioendossier raadplegen. Dit systeem is een zeer positief initiatief, maar het dient nog verder te worden uitgewerkt. Zo is er blijkbaar nog geen integratie van de delen van de loopbaan die werden gepresteerd in andere stelsels dan het werknemersstelsel. Jaren van activiteit als ambtenaar of zelfstandige worden niet meegerekend. Nochtans is het belangrijk om ook deze loopbanen op te nemen in het systeem vanwege het toenemend aantal gemengde carrières. Meer dan een vierde van de pensioenen vloeit vandaag voort uit een gemengde loopbaan; een aandeel dat blijft stijgen!¹ Daarnaast is het ook niet mogelijk om informatie op te zoeken over aanvullende pensioenen. Hierbij stelt zich het probleem dat private pensioeninstellingen weinig geneigd zijn om deze informatie door te spelen aan de overheid. De aanvullende pensioenen zullen in de toekomst nochtans een rol moeten spelen in het behoud van het verzekeringseigene en van de adequaatheid van de pensioenen². Tenslotte is het voor minder computervvaardige personen in een dergelijk systeem niet eenvoudig om gegevens te raadplegen. Deze groep zal hulp nodig hebben van een dossierbehandelaar uit het middenveld of de overheidssector. Daarom moeten ook deze specialisten toegang krijgen tot de databank. "My Pension" is een lovenswaardig initiatief en dient te worden uitgebreid.

CPS: iedereen heeft er baat bij

Deze resolutie wil de federale regering ertoe aanzetten om snel, kordaat en met een doordachte visie werk te maken van een geïntegreerd informatiesysteem: het Carrière Planning Systeem. Dergelijk systeem houdt een meerwaarde in voor de diverse spelers en moet een verdere vereenvoudiging teweeg brengen:

— werknemers, zelfstandigen en ambtenaren krijgen inzicht in de gevolgen van hun loopbaankeuzes op de opbouw van bepaalde rechten inzake pensioen, loopbaanonderbreking, tijdscrediet, werkloosheid, ziekte en invaliditeit en opleiding of inzake tewerkstellings- of opleidingspremies;

¹ Informatie die werd verkregen tijdens een hoorzitting met prof. Berghman (KUL) in de Senaatswerkgroep "Vergrijzing van de bevolking" op 23 februari 2010.

² Idem voetnoot 1.

— ce système intégré peut également permettre à un employeur de ne devoir encoder les données qu'une seule fois;

— grâce à un meilleur service offert aux assurés sociaux et aux employeurs, les pouvoirs publics peuvent se concentrer davantage sur leurs missions fondamentales.

Rôle des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics ont un rôle crucial à jouer dans le SPC.

Opérationnalisation

Les pouvoirs publics doivent assurer une mise à disposition et une gestion coordonnées des données. Idéalement, on prévoira une collaboration entre toutes les autorités concernées (fédéral, Régions, Communautés,...), les partenaires sociaux qui siègent à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) et les organisations sociales de la société civile.

Outre un accès sécurisé aux données de base pertinentes qui sont disponibles dans les banques de données des instances du secteur social et du fisc, le SPC suppose que l'on mette progressivement en place un ensemble de règles permettant de calculer et de simuler les différents droits et avantages. Ces règles doivent pouvoir être facilement applicables aux données de base disponibles. C'est pourquoi il est nécessaire que les personnes édictant les règles fassent preuve suffisamment de discipline au niveau des concepts utilisés dans la réglementation. Ces concepts doivent renvoyer le plus possible aux données de base concrètes telles qu'elles sont disponibles dans les banques de données susmentionnées. La désignation d'un ministre chargé de la coordination peut être un premier pas dans la bonne direction. À cet égard, nous pensons en tout premier lieu au premier ministre.

Sécurisation

Le SPC doit, d'une façon bien sécurisée, donner accès et recourir aux données sur le citoyen concerné qui sont disponibles auprès des divers acteurs du secteur social (sous la coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale) et du fisc. Les citoyens pourront ainsi consulter leurs droits acquis et réaliser des simulations qui tiennent compte de leur situation spécifique, sans avoir à réintroduire les informations déjà disponibles. Les données à caractère personnel ne seront accessibles qu'après authentification du demandeur par le

— dit géintegreerd systeem kan er eveneens voor zorgen dat een werkgever slechts éénmaal de gegevens moet inbrengen;

— door een betere dienstverlening aan sociaal verzekerden en werkgevers kan de overheid zich meer concentreren op haar kerntaken.

Rol van de overheid

De overheid heeft in het CPS een cruciale rol.

Operationalisering

De overheid moet zorgen voor een gecoördineerde ontsluiting en aansturing van de gegevens. Idealiter wordt er voorzien in een samenwerking tussen alle relevante overheden (federaal, gewesten, gemeenschappen...), de sociale partners die zitting hebben in de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid (KSZ) en de sociale middenveldorganisaties.

Naast de beveiligde toegang tot de relevante basisgegevens die beschikbaar zijn in de gegevensbanken van de instanties uit de sociale sector en de fiscus, veronderstelt het CPS dat geleidelijk aan een regelbank wordt opgebouwd aan de hand waarvan de onderscheiden rechten en voordelen kunnen worden berekend en gesimuleerd. Deze regels moeten eenvoudig kunnen worden toegepast op de beschikbare basisgegevens. Daarom is het nodig dat de onderscheiden regelgevers een afdoende discipline hanteren in de in de regelgeving gebruikte begrippen. Deze begrippen dienen zoveel mogelijk te verwijzen naar de feitelijke basisgegevens zoals ze beschikbaar zijn in de hoger vermelde gegevensbanken. De aanstelling van één coördinerend minister kan een eerste stap zijn. Wij denken hierbij in eerste instantie aan de premier.

Beveiliging

Het CPS moet op een goed beveiligde wijze toegang geven tot en gebruik maken van de gegevens die over de betrokken burger beschikbaar zijn bij de diverse spelers uit de sociale sector (onder coördinatie van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid) en de fiscus. Burgers zullen aldus hun opgebouwde rechten kunnen raadplegen en simulaties kunnen maken die rekening houden met hun specifieke situatie, zonder de reeds beschikbare gegevens opnieuw te moeten inbrengen. De persoonsgegevens zullen slechts toegankelijk zijn

biais de la carte d'identité électronique. L'accès aux données à caractère personnel sera ainsi bien protégé.

Éviter la fracture numérique

Il est important que les données et autres programmes de calcul soient mis à la disposition de l'utilisateur de façon correcte et compréhensible, afin de le servir au mieux. À cet égard, les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle important en développant et en mettant à disposition les programmes qui servent de base à tous les prestataires de services. Les pouvoirs publics doivent garantir que ces programmes puissent venir en aide à tout le monde, même à ceux qui sont moins doués ou qui sont financièrement moins à l'aise. Les interlocuteurs sociaux reconnus ont, à cet égard, un rôle important à jouer.

Rôle de la société civile

Le SPC pourra non seulement être utilisé par des citoyens individuels, mais aussi par toutes sortes de conseillers et de professionnels de l'aide, moyennant toujours l'autorisation de l'intéressé bien sûr. En effet, tout le monde n'a pas accès à Internet et le SPC lui-même n'est pas à la portée du premier venu. Par ailleurs, il est utopique de penser que le SPC puisse apporter une réponse toute faite à n'importe quelle question. Si ce système pourra répondre à un grand nombre de questions standard et effectuer des simulations standard, une aide spécialisée nécessitera toujours des contacts interactifs avec des spécialistes capables d'utiliser le SPC à l'appui de leurs conseils. Dans ce sens, les services publics de la sécurité sociale, les syndicats, les mutualités, la maison sociale (CPAS) pourront jouer un rôle significatif. Ces organismes ont en effet acquis une grande réputation quant à la qualité de leurs services.

Dans le même temps, les pouvoirs publics devront veiller, notamment en sécurisant correctement l'utilisation (du système) par la société civile reconnue et les prestataires de services, à empêcher que ces flux d'informations soient commercialisés et utilisés indûment.

Fixation de priorités, également à relativement brève échéance (fin 2009)

Le SPC ouvre de multiples possibilités: questions en matière de grossesse et de maladie, de congés, de handicap, de changement de statut, d'embauche ou de formation. En principe, ce système d'informations

nadat de aanvrager zich heeft geauthentificeerd aan de hand van de elektronische identiteitskaart. Op die manier wordt de toegang tot de persoonsgegevens degelijk beveiligd.

Digitale kloof vermijden

Het is van belang dat de gegevens en mogelijke berekeningsprogramma's op een correcte en begrijpelijke manier ter beschikking worden gesteld om de gebruiker zo goed mogelijk van dienst te zijn. De overheid kan hierin een belangrijke rol spelen door die programma's die als basis door alle dienstverleners worden gebruikt, te ontwikkelen en ter beschikking te stellen. De overheid moet garanderen dat deze programma's ondersteunend kunnen worden ingezet voor elkeen, ook voor degenen die minder goed hun weg vinden of financieel minder sterk staan. Daarbij heeft het erkende sociale middenveld een belangrijke rol te spelen.

Rol van het middenveld

Het CPS zal niet alleen kunnen worden gebruikt door individuele burgers. Het zal ook kunnen worden gebruikt door allerlei soorten adviesverstrekkers en hulpverleners, uiteraard steeds mits toestemming van de betrokkene. Niet iedereen heeft immers toegang tot internet of is in staat om in het CPS zelf zijn weg te vinden. Overigens is het utopisch te denken dat het CPS op alle mogelijke vragen een pasklaar antwoord kan bieden. Het CPS zal heel wat standaardvragen kunnen beantwoorden en standaardsimulaties uitvoeren, maar gespecialiseerde hulp zal interactieve contacten met specialisten blijven vergen, die wel het CPS kunnen gebruiken ter ondersteuning van hun adviesverstrekking. In die zin zullen openbare diensten van sociale zekerheid, vakbonden, ziekenfondsen, het sociaal huis (OCMW) een belangrijke rol kunnen spelen. Zij hebben immers een hele reputatie op het vlak van kwalitatieve dienstverlening.

Tegelijk zal de overheid erover moeten waken, onder meer door de goede beveiliging van het gebruik door het erkende middenveld en de dienstverleners, dat commercialisering en misbruik van deze gegevensinformatiestroom wordt vermeden.

Vastleggen van prioriteiten, ook op relatief korte termijn (einde 2009)

Het CPS opent vele mogelijkheden: vragen in verband met zwangerschap en ziekte, vakantie, handicap, overgang van statuut, aanwerving of vorming. In principe zou men voor alle vragen over de sociale zekerheid

intégré bien structuré devrait permettre de répondre à toutes les questions afférentes à la sécurité sociale. On ne pourra toutefois pas tout réaliser en même temps. Il est possible de développer les données qui sont d'ores et déjà encodées et de les mettre en corrélation.

D'ici fin 2009, des applications répondant aux questions complémentaires suivantes paraissent pour le moins réalisables:

— Quels sont les droits concrets qu'une personne ou un chômeur déterminé a ou ouvre pour un employeur déterminé en matière de réductions de cotisations, de subventions salariales, de programmes en faveur de l'emploi et d'autres interventions des pouvoirs publics?

— Quels sont les droits d'un travailleur déterminé concernant les différentes formes d'interruption de carrière ordinaire ou thématique ou de crédit-temps, et quel est l'impact de ces droits sur les prestations sociales et les pensions?

— Informations financières sur les droits constitués en matière de pension légale dans le régime des travailleurs salariés, dans le régime des fonctionnaires et dans le régime des travailleurs indépendants, et en matière de pension complémentaire. Plus concrètement:

- que sont les droits constitués?
- simulations en ce qui concerne les conséquences financières d'un départ à un âge déterminé;
- simulations en ce qui concerne les retombées sur la pension d'une évolution du salaire, d'une modification de la durée du travail, d'une reprise du travail, d'un changement de carrière,...

een antwoord moeten kunnen krijgen via dit goed uitgebouwd geïntegreerd informatiesysteem. Alles tegelijk zal echter niet kunnen. Er kan worden verdergebouwd op de gegevens die nu al worden ingebracht en met mekaar worden verbonden.

Tegen einde 2009 lijken minstens toepassingen haalbaar die een antwoord bieden op volgende bijkomende vragen:

— Welke concrete rechten heeft of opent een bepaalde persoon/werkloze voor een welbepaalde werkgever op het vlak van bijdrageverminderingen, loonsubsidies, tewerkstellingsprogramma's en andere overheidssubsidies?

— Welke rechten heeft een bepaalde werknemer op verschillende vormen van gewone en thematische loopbaanonderbreking of tijdscrediet, en welke impact hebben deze rechten op sociale uitkeringen en pensioenen?

— Financiële informatie over de opgebouwde rechten inzake het wettelijk pensioen in het werknemersstelsel, het ambtenaren- en het zelfstandigenstelsel en inzake het aanvullend pensioen. Meer concreet:

- wat zijn de opgebouwde rechten?
- simulaties over de financiële gevolgen bij een uitstap op een bepaalde leeftijd;
- simulaties over de weerslag op het pensioen van een evolutie in het loon, een wijziging van de arbeidsduur, een werkhervatting, een carrièreswitch,...

Sonja BECQ (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Stefaan VERCAMER (CD&V)

PROPOSITION DE RESOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que les travailleurs souhaitent de plus en plus opérer leurs propres choix librement, également en ce qui concerne le développement de leur carrière;

B. considérant que les travailleurs doivent dès lors pouvoir disposer d'informations suffisantes afin qu'ils puissent évaluer les conséquences de leurs choix et qu'ils n'aient pas plus tard de surprises désagréables;

C. considérant que le Système de Planification de la Carrière (SPC) peut constituer un tremplin important vers une plus grande simplification administrative;

D. considérant que le SPC permet aux travailleurs d'accéder aux informations sur leurs propres droits sociaux, ce qui permet de réduire le fossé entre les personnes qui connaissent bien les régimes existants et celles qui ne les connaissent pas bien;

E. considérant que les travailleurs ont déjà actuellement une connaissance limitée de certains droits constitués en matière de crédit-temps, d'interruption de carrière et de pension légale;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de développer, sous la coordination de la Banque carrefour de la Sécurité sociale et en collaboration avec les autorités (autorité fédérale, Régions et Communautés), les partenaires sociaux représentés au sein de la BCSS et les organisations représentatives de la société civile, un système de planification de la carrière permettant aux intéressés de procéder à une estimation des différentes conséquences de leurs propres choix de carrière et de consulter les droits constitués en matière de pension légale et de pension complémentaire;

2. qu'il soit élaboré un compte carrière et pension intégré, par personne, contenant les informations pertinentes pour le système de planification de la carrière, que ces informations concernent des prestations professionnelles en tant que salarié, fonctionnaire ou indépendant;

3. qu'un ou plusieurs ministres coordinateurs, en particulier le premier ministre, soient désignés au sein du gouvernement fédéral et chargés spécifiquement de guider et d'accompagner la mise en application du SPC;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat mensen steeds meer vrij hun eigen keuzes wensen te maken, ook inzake de uitbouw van hun loopbaan;

B. overwegende dat mensen daarom moeten kunnen beschikken over voldoende informatie, zodat zij de consequenties van hun keuzes kunnen inschatten en later niet voor onaangename verrassingen komen te staan;

C. overwegende dat het Carrière Planning Systeem (CPS) een belangrijke springplank kan zijn naar verdere administratieve vereenvoudiging;

D. overwegende dat CPS informatie over eigen sociale rechten toegankelijk maakt, zodat de kenniskloof kan verminderen tussen zij die de bestaande regelingen goed kennen en zij die ze niet goed kennen;

E. overwegende dat mensen reeds vandaag een beperkt inzicht hebben in bepaalde opgebouwde rechten inzake tijdscrediet, loopbaanonderbreking en wettelijk pensioen;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. dat zij, onder de coördinatie van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en in samenwerking met de overheden (federaal, gewesten, gemeenschappen), sociale partners vertegenwoordigd in de KSZ en middenveldorganisaties een Carrière Planning Systeem ontwikkelt dat de mogelijkheid biedt aan burgers om de diverse gevolgen van de eigen loopbaankeuzes in te schatten en de opgebouwde rechten inzake wettelijke en aanvullende pensioenen te raadplegen;

2. dat per persoon een geïntegreerde loopbaan – en pensioenrekening wordt gemaakt, die de relevante informatie voor het Carrière Planning Systeem bevat, ongeacht of deze informatie betrekking heeft op beroepsprestaties als werknemers, ambtenaar of zelfstandige;

3. dat er binnen de federale regering één of meerdere coördinerende ministers worden aangesteld die als specifieke taak hebben de implementatie van het CPS - systeem aan te sturen en te begeleiden en met name de premier;

4. de définir, en collaboration avec les partenaires sociaux représentés au sein du Comité de gestion de la Banque carrefour de la Sécurité sociale et avec les autres administrations concernées, un calendrier concret pour l'introduction du SPC, prévoyant de finaliser d'ici la fin 2009 un certain nombre d'applications du système en matière de réductions de cotisations, de subventions salariales ou de programmes de mise au travail, d'interruption de carrière et de crédit-temps et concernant les différents régimes de pension légale et complémentaire;

5. d'assurer la sécurisation et les garanties nécessaires en matière de protection de la vie privée du SPC;

6. de veiller — en concertation avec les partenaires sociaux représentés au sein de la BCSS et les organisations représentatives de la société civile — à ce qu'un service individuel, accessible et de qualité, dépourvu de tout but commercial, puisse être élaboré sur la base du système de planification de la carrière proposé.

26 juillet 2010

4. dat zij, samen met de sociale partners vertegenwoordigd in het beheerscomité van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en de andere betrokken administraties, een concreet tijdsschema uitwerkt inzake de invoering van het CPS-systeem waarbij men tegen eind 2009 klaar is met een aantal toepassingen ervan inzake bijdrageverminderingen, loonsubsidies of tewerkstellingsprogramma's, loopbaanonderbreking en tijds krediet en de diverse wettelijke en aanvullende pensioenstelsels;

5. dat zij instaat voor de beveiliging en de nodige waarborgen inzake privacy van het CPS-systeem;

6. dat zij ervoor zorgt — in samenspraak met de sociale partners, vertegenwoordigd in KSZ en de middenveldorganisaties — dat er op basis van dit CPS een kwaliteitsvolle, toegankelijke en niet-commercieel uitgebouwde individuele dienstverlening tot stand kan komen.

26 juli 2010

Sonja BECQ (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Stefaan VERCAMER (CD&V)